



**MINISTÈRES
SOCIAUX**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**MARCHE RELATIF AU TRANSPORT PAR TAXI DES AGENTS DES
AGENTS DES MINISTÈRES SOCIAUX, DE LA DRIETS ET DE L'ARS
ILE DE FRANCE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES**

Numéro de consultation : **PRA001047**

Procédure de passation : appel d'offres ouvert (articles L. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique)

Table des matières

1	ACHETEUR	5
2	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	5
3	ALLOTISSEMENT	5
4	FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE	5
5	DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
6	PRESTATIONS SIMILAIRES	6
7	PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	6
8	AUTRES PRESTATIONS SUPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES	6
9	LIEU D'EXECUTION	6
10	DOCUMENTS CONTRACTUELS ET INTERPRETATION	6
10.1	Liste des documents contractuels	6
10.2	Interprétation des clauses.....	7
11	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
11.1	Représentation des parties	7
11.1.1	Représentation de l'acheteur.....	7
11.1.2	Représentation du titulaire.....	7
11.2	Conditions particulières d'exécution	7
11.2.1	Mise en place de l'équipe technique.....	7
11.2.2	Remplacement des intervenants	8
11.2.3	Exigences relatives aux prestations	8
11.3	Intervention du personnel sur site et obligations du titulaire.....	8
11.3.1	Mesures de sécurité	8
11.3.2	Considérations environnementales.....	8
11.3.3	Obligation de conseil et d'alerte.....	8
11.3.4	Obligation de respect des données à caractère personnel	
11.3.5	Autres obligations	14
11.3.6	Mesures de sécurité	15
11.4	Responsabilité du titulaire	15
11.5	Insertion sociale par l'activité économique	

11.6	Obligation de confidentialité et de respect du secret des affaires.....	18
11.7	Plan de continuité des activités	19
11.8	Constatation de l'exécution des prestations	19
11.8.1	Opérations de vérifications effectuées par le titulaire	19
11.8.2	Opération de vérifications effectuées par l'Administration	20
11.9	Pénalités.....	20
11.9.1	Pénalités liées à l'exécution des prestations	20
11.9.2	Autres pénalités.....	22
11.9.3	Plafonnement des pénalités	22
11.9.4	Seuil d'exonération des pénalités.....	22
12	REGIME FINANCIER	22
12.1	Forme et contenu des prix.....	22
12.2	Contenu des prix	22
12.3	Révision des prix.....	23
12.4	Répartition des paiements.....	24
12.4.1	Avances	24
12.4.2	Acomptes.....	24
12.4.3	Retenue de garantie, cautionnement, cession et nantissement de créances.....	25
12.5	Intérêts moratoires	25
12.6	Modalités de facturation	26
12.7	Transmission des factures	26
13	DISPOSITIONS DIVERSES.....	27
13.1	Forme des notifications et des informations.....	27
13.2	Langue.....	28
13.3	Sous-traitance	28
13.4	Assurances.....	28
13.5	Autres obligations administratives.....	29
13.6	Résiliation	29
13.7	Exécution aux frais et risques du titulaire	30

13.8	Litiges et contentieux	30
14	MODIFICATIONS DU MARCHE	30
14.1	Clause de réexamen et modification ne rendant pas nécessairement la conclusion d'un avenant	30
14.2	Modification du marché rendant nécessaire la conclusion d'un avenant	31
15	CAUSE ETRANGERE	31
16	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	32
17	FORCE MAJEURE	32
18	DEROGATIONS AU CCAG-FCS	33

1 ACHETEUR

Pouvoir adjudicateur :

Groupement de commandes constitué par les Ministères sociaux (Direction des Finances et des achats) et l'Agence régionale de santé d'Ile de France.

Coordonnateur :

Ministères sociaux

Direction des Finances et des achats

14 avenue Duquesne, 75007 PARIS, représenté par le Directeur des finances et des achats.

Le coordonnateur prend en charge les travaux préparatoires permettant d'élaborer le dossier de consultation des entreprises (DCE) et de piloter la procédure de consultation en collaboration avec les membres du groupement.

Une fois le marché notifié, chacune des parties du groupement de commandes est responsable, pour ce qui la concerne, l'exécution du marché.

2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre porte sur des prestations de services.

Le marché a pour objet le transport par taxi des agents relevant des ministères sociaux, de la DRIETS et de l'ARS Ile de France.

Code CPV principal : 60120000-Services de taxi

3 ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre n'est pas alloti.

4 FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

Le marché est un accord cadre à bons de commande conclu avec un seul opérateur économique.

Les quantités des prestations du marché sont fonction des besoins de l'administration. Ces prestations font l'objet de prix unitaires, indiqués par le titulaire dans le bordereau des prix unitaires (BPU), annexé à l'acte d'engagement.

Le marché est sans engagement minimum de commande avec un montant maximum pour toute la durée de l'accord-cadre (reconduction comprise) de 7 000 000 € HT.

L'accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

5 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu à compter de sa notification pour une durée ferme initiale de 24 mois. Il pourra être reconduit à 2 reprises pour des périodes de 12 mois chacune. La durée totale reconductions comprises, ne pourra donc excéder 48 mois.

En cas de non-reconduction, le titulaire du marché est informé au plus **tard 3 mois** avant l'échéance. Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

6 PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité préalable et sans mise en concurrence, un marché de prestations similaires en application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique. La durée pendant laquelle ce marché peut être conclu ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

7 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

Sans objet.

8 AUTRES PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES

Sans objet.

9 LIEU D'EXECUTION

Les prestations ont lieu en Ile de France (départements : 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95).
Les représentants du titulaire doivent pouvoir rencontrer leurs interlocuteurs au sein des ministères sociaux à Paris.

10 DOCUMENTS CONTRACTUELS ET INTERPRETATION

10.1 Liste des documents contractuels

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante, :

- L'acte d'engagement et son annexe financière : le Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;

- L'offre technique du titulaire, constituée par le questionnaire technique et les annexes fournies par le titulaire (CRT).

Les seuls originaux, détenus au sein des services de l'administration, font foi en cas de litige.

Les documents généraux sont réputés connus du titulaire.

Toute clause ou spécification particulière, mentionnée dans l'offre du titulaire, contraire aux dispositions prévues par le présent contrat ou entrant en contradiction avec celui-ci est réputée non écrite. Sont particulièrement visées les conditions générales ou particulières de vente ou d'achat du titulaire ainsi que le délai de validité des propositions.

10.2 Interprétation des clauses

Les annexes du contrat font intégralement partie de celui-ci et possèdent la même valeur juridique.

Pour les clauses indiquant un délai en nombre de jours, à défaut de stipulation contraire, il s'agit de jours calendaires.

11 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

11.1 Représentation des parties

11.1.1 Représentation de l'acheteur

En application de l'article 3.3 du CCAG-FCS, dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant l'acheteur.

11.1.2 Représentation du titulaire

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

11.2 Conditions particulières d'exécution

11.2.1 Mise en place de l'équipe technique

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée de l'accord-cadre, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la

composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe) laquelle figure dans son offre technique.

11.2.2 Remplacement des intervenants

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG de référence et pendant toute la durée d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants. Le remplaçant est soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants **dans le délai de 8 jours** à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

11.2.3 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

11.3 Intervention du personnel sur site et obligations du titulaire.

11.3.1 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès à des informations. Ces mesures de sécurité sont communiquées par l'administration au titulaire en début de marché et s'imposent à ce dernier.

11.3.2 Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental décrites à l'article 6 du CCTP.

11.3.3 Obligation de conseil et d'alerte

Le titulaire a un devoir de conseil et d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil et d'alerte est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

11.3.4 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution. Le titulaire s'engage pour lui ou toute personne agissant pour son compte à tenir confidentiels tous renseignements, documents et informations concernant les personnes transportées et leur destination, conformément à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Les chauffeurs et standardistes chargés de gérer les commandes sont soumis à une obligation de discrétion envers les passagers.

Cet article déroge à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS (sur le signalement des éléments confidentiels).

11.3.5 Panne informatique ou radio

En cas de panne informatique du système du titulaire ou si la couverture radio ne peut être établie, le service rendu doit être identique, en particulier pour la production des justificatifs de la course.

11.3.6 Licence, assurance,

Les chauffeurs doivent être en règle au regard de la réglementation sur les taxis, notamment être titulaires du permis de conduire depuis plus de deux ans et du Certificat de Capacité Professionnelle de « Chauffeur de Taxi ».

Les chauffeurs de taxi indépendants doivent détenir une licence de taxi pour leur véhicule. Les assurances permettant de garantir leur responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations sont à jour.

11.3.7 Obligation de respect des données à caractère personnel

Préambule - Précisions terminologiques :

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

1) Description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur et pour la durée du présent marché les données à caractère personnel nécessaires aux prestations suivantes :

- la nature des opérations réalisées sur les données est : collecte des noms, prénoms des agents et de leurs coordonnées professionnelles, évoqués lors des signalements et des suites données (agents signalants ou agents objets du signalement ou agents désignés au cours du signalement).
- les données à caractère personnel traitées sont :
 - Nom
 - Prénom
 - Adresse postale personnelle
 - Numéro de téléphone personnel
 - Genre
 - Situation de santé (notamment si elle se trouve en situation de handicap)
- les catégories de personnes concernées sont : les personnes physiques commandant les prestations de transport par taxi
- pour l'exécution des prestations, du présent marché public, l'acheteur met à la disposition du titulaire : des fichiers et registres électroniques comprenant les données personnelles susmentionnées des personnes physiques susceptibles d'être interrogées par le titulaire du marché.

2) Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD)

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seules finalités qui font l'objet du présent marché ;
2. traiter les données conformément aux instructions documentées de l'acheteur figurant dans le CCTP du présent marché. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur ;

3. si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;
4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

3) Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur Les formulaires de déclaration du candidat | economie.gouv.fr)

4) Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD)

☐ Option A

Il appartient à l'**acheteur** de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

☒ Option B

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doit être convenue avec l'acheteur avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

5) Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel immédiatement après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant par courrier électronique. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans le délai maximum des 72 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques :

La notification contient au moins :

1. la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
2. le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
3. la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
4. la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

1. la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
2. le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;

3. la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
4. la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

6) Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur :

1. à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données
2. à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

7) Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

8) Sort des données (article 28.3.g du RGPD)

Au terme de l'exécution du présent marché public, et selon le choix de l'acheteur, le titulaire doit :

☒ **Détruire toutes les données à caractère personnel ;**

☐ Envoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le titulaire du marché public doit justifier par écrit de la destruction.

9) Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD)

Le titulaire communique à l'acheteur dès la notification de l'avenant le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

10) Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD)

Le titulaire **tient par écrit un registre** de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

11) Documentation (article 28.3.h du RGPD)

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur **la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

12) Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées dans la clause relative à la « Description du traitement de données à caractères personnel »
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD et par la loi Informatique et Libertés de la part du titulaire ;
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

11.3.8 Autres obligations

11.3.8.1 Obligations du titulaire

En supplément de l'article 27 du CCAG FCS, l'administration se réserve le droit de faire réaliser à tout moment un audit qualité ou une vérification des prestations. Cet audit ou vérification des prestations peut être réalisé par l'administration elle-même ou confiée à un prestataire

extérieur. La vérification peut prendre la forme d'un contrôle et ne peut pas conduire à une facturation de la part du prestataire.

Le cas échéant, en cours de marché et sans supplément de prix, le titulaire prendra en compte les évolutions législatives et réglementaires survenant dans le champ d'intervention couvert par le marché.

Dans le cadre des affaires qui lui sont confiées, le titulaire s'interdit de prendre en charge un dossier contre les intérêts de l'administration. En cas de difficultés particulières, le titulaire s'engage à en informer l'acheteur par écrit.

Le moment venu, le titulaire du marché en cours lors de la procédure d'attribution de son renouvellement organise, dans le respect de la confidentialité des données personnelles, le transfert, à son successeur, des dossiers sur supports manuels ou informatisés dont l'instruction est en cours à la date du renouvellement du marché.

11.3.8.2 Discretion, neutralité et indépendance

Le titulaire est tenu à l'obligation de discrétion et de confidentialité s'agissant des documents et informations qu'il collecte durant l'exécution du marché.

11.3.8.3 Obligation de l'administration

L'administration fournit au titulaire toutes informations, coordonnées et documentations nécessaires à l'accomplissement des prestations attendues, dans le respect des règles relatives à la gestion des données personnelles telles qu'elles sont précisées au CCAP.

11.3.9 Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières sont indiquées par l'acheteur dans les documents particuliers du marché. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce fait, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les deux conditions suivantes soient remplies :

- Les informations ne lui ont été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre ;
- Il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

11.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts

et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

11.5 Clause d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable au lot unique de ce présent accord cadre.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les publics visés sont :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'École de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Sera contractualisé dans l'acte d'engagement le nombre d'heures que le soumissionnaire aura annoncé dans son offre, lequel devra être supérieur au nombre d'heures minimum indiqué à l'article 3.8 du règlement de consultation.

Modalités de mise en œuvre des actions d'insertion.

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ 1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise

- L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.
- *Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).*

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ 2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ 3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Alphonse Mabiala
Chargé de projets clauses sociales et relation entreprises
alphonse.mabiala@epec.paris
07 57 76 79 30

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;

- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article du CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur et aux destinataires suivants de l'EPEC :

beatrice.calvet@epec.paris
alphonse.mabiala@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 11.9 du présent CCAP.

11.6 Obligation de confidentialité et de respect du secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander à tout moment au titulaire de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace. Les entreprises auditées peuvent également faire cette demande. Les éléments ou supports concernés par la demande devront être retournés dans un délai de 5 jours calendaires maximum.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité, inscrite à l'article 11.9 du présent CCAP.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

11.7 Plan de continuité des activités

Dans les deux mois suivant le début d'exécution des prestations du titulaire, celui-ci devra avoir rédigé et présenté à l'Administration un PCA de l'entreprise indiquant les mesures prises pour que la prestation effectuée au profit du pouvoir adjudicateur ne soit pas ou très peu dégradée, quels que soient les incidents ou accidents humains, technologiques ou naturels qu'aurait à subir le titulaire lors d'une crise.

Il s'agit pour le titulaire d'expliciter les solutions qu'il met en place pour maintenir la prestation d'accueil pour faire face aux risques suivants :

- Indisponibilité du personnel (grève, difficulté de circulation routière liée à la météo...);
- Indisponibilité technique (difficultés d'approvisionnement en carburant...);

Avant l'élaboration du PCA par le titulaire, une réunion sera organisée avec les services de l'administration afin de lui préciser les attendus du pouvoir adjudicateur. Le titulaire s'engage à tenir à jour ce PCA et à communiquer sans délai toute modification impactant sa prestation et devra indiquer clairement un contact téléphonique en cas d'urgence.

En cas de pandémie

Dans le cadre de la prévention contre les risques de propagation de virus en temps de pandémie, il convient pour le titulaire d'anticiper et d'organiser son activité afin de mieux protéger et rassurer les personnels.

Le titulaire devra prévoir un plan de continuité d'activité spécifique « pandémie », regroupant l'ensemble des processus et modes opératoires à mettre en œuvre. La description précise et adaptée au site prendra notamment en compte les notions de gestion des flux au sein des espaces et de l'organisation de son personnel et également les process de nettoyage nécessaire.

11.8 Constatation de l'exécution des prestations

11.8.1 Opérations de vérifications effectuées par le titulaire

Il est fait application des articles 27 à 30 du CCAG FCS. Le titulaire s'engage, pendant la durée de l'accord-cadre, à assurer régulièrement et rigoureusement la continuité du service. Sauf cas

de force majeure, le titulaire est tenu d'assurer sans interruption l'exécution des prestations prévues.

Le titulaire doit effectuer des vérifications quantitatives et qualitatives (appelés également des « autocontrôles ») destinées à constater que ses prestations correspondent aux stipulations du marché et du degré de qualité exigé par l'Administration.

Le titulaire s'engage à respecter le nombre de vérifications définies dans son offre et à faire un compte-rendu des remarques qui s'en suivent à l'Administration dans le délai indiqué dans son offre.

11.8.2 Opération de vérifications effectuées par l'Administration

Il est fait application des articles 27 à 30 du CCAG FCS. Les manquements aux stipulations du marché constatés seront répertoriés chaque jour et transmis par courriel au représentant du titulaire.

La compétence du personnel dédié au marché sera régulièrement vérifiée par des contrôles de connaissances et des mises en situation pouvant être programmées ou inopinées.

Si l'Administration constate lors de ses contrôles que les prestations ne sont pas conformes aux stipulations du marché, elle appliquera les pénalités prévues dans le présent CCAP.

Le titulaire devra alors remédier immédiatement aux défaillances constatées (sauf cas exceptionnel avec l'accord de l'Administration).

11.9 Pénalités

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités sera déduit de la facture des prestations régulières sur la facture HT du mois suivant celui au cours duquel la mauvaise exécution aura été constatée. La TVA ne s'applique pas sur les pénalités et ces dernières sont cumulables.

11.9.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Le titulaire doit exécuter les prestations selon les délais d'exécution mentionnés l'article 5.1 du CCTP.

	OBJECTIFS (article 5.1 CCTP)				PENALITES AFFERENTES ENCOURUES	
Domaines d'application de l'obligation de résultats	Objectifs intermédiaires		Objectifs finaux		Objectifs intermédiaires non atteints	Objectifs finaux non atteints
	temps (min)	% des demandes	temps (min)	% des demandes		
Téléphone						
1-Délai maximum d’attente avant de joindre un télé-conseiller en mesure de prendre en compte la demande	3'	95%	4'	100%	50 € forfaitaire au dépassement des 3'	2 € par min de dépassement au-delà des 4'
2-Délais maximum d’attribution d’un taxi et confirmation de sa commande à compter de la prise en charge par un télé-conseiller	3'	95%	4'	100%	50 € forfaitaire au dépassement des 3'	2 € par min de dépassement au-delà des 4'
Nomade - Support informatique						
3-Indisponibilité maximum par mois du support numérique/de l'outil nomade de commande de	-	-	120'	100%	-	20 € par minute de dépassement au-delà de 120 minutes par mois
Courses						
4-L’attribution d’un taxi doit répondre aux critères de qualité : (absence de réserves sur le relevé-chauffeur)	-	-	-	100%	-	2 € pour chaque inscription/réserve mentionnée sur le relevé chauffeur
5-Toutes les demandes faite par téléphone doivent faire l’objet d’un appel/sms/autres du titulaire afin d’indiquer l’arrivée du taxi (absence d’envoi de sms)	-	-	-	100%	Au-delà-	2 € pour chaque SMS non envoyé
6-Pour les demandes immédiates (Paris + communes limitrophes, en journée-hors demande immédiate pour personnes à mobilité réduite) le temps d’approche d’un taxi doit être inférieur, en délai réel, au délai contractuel (absence de réserves sur le relevé-chauffeur)	10' maximum	90%	15'maximum	100%	50 € forfaitaire au dépassement des 10'	2 € par minute de dépassement au-delà des '15
7-Les retards de taxi, par rapport à l'horaire annoncé pour les demandes immédiates, et par rapport à l’horaire commandé pour les demandes anticipées, ne doivent pas dépasser le délai contractuel (absence de réserves sur le relevé-chauffeur)	5'	95%	7'	100%	50 € forfaitaire au dépassement des 5'	2 € par min de dépassement au-delà des '7

Le calcul des pénalités sera effectué selon une périodicité mensuelle.

11.9.2 Autres pénalités

Type de pénalités	Modalités + montant des pénalités
Pénalité pour retard dans la production des documents statistiques	10 euros par jour ouvré de retard et par type de document
Pénalités liées aux clauses sociales	Pénalité de 60 euros HT par heure d'insertion non réalisée. En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, pénalité de 75 euros HT par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.
Pénalités pour non-transmission du contrat de sous-traitance	500 € TTC forfaitaire par semaine de retard jusqu'à réception de la déclaration de sous-traitance complétée (DC4)
Pénalités liées au RGPD et au traitement des données à caractères personnel et secret d'affaires	En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 11.3.4 du CCAP relatives au traitement des données à caractère personnel, il pourra être appliqué au titulaire une pénalité égale à 500 euros par obligation non respectée. A défaut d'avoir produit le contrat de sous-traitance à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité égale à 1 / 100 du montant hors TVA du montant du prix concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

11.9.3 Plafonnement des pénalités

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total du bon de commande concerné.

11.9.4 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne bénéficie d'aucune exonération de pénalités, quel qu'en soit le montant.

11.9.5 Modulation des pénalités

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apprécier l'étendue des pénalités dues lorsque celles-ci sont manifestement excessives au regard de l'équilibre économique du contrat et, le cas échéant, de les moduler.

12 REGIME FINANCIER

12.1 Forme des prix

Les prestations seront rémunérées suivant la forme de prix unitaires. Les prix sont définitifs et révisables. Les prix du marché sont indiqués dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

12.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés inclure :

Pour les courses :

- le prix de la course (fixé selon le tarif préfectoral en vigueur) dont la prise en charge et le temps d'approche le cas échéant. Afin d'optimiser le prix de la course, le prestataire s'engage à dépêcher le taxi le plus proche de la zone géographique de la prise en charge du ou/des passager(s) ;
- les frais de gestion ;
- les frais divers (droit d'utilisation du véhicule, service chauffeur, etc.) s'il y a lieu.

Pour les autres prestations :

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que, notamment, tous les frais afférents aux outils et moyens mis en œuvre pour l'exécution des prestations objet du marché.

Les prestations sont facturées après leur exécution, selon les modalités de l'article 13.2 du CCAG-FCS, et sur présentation d'une copie du ou des bon(s) de commande.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa notification. Chaque bon de commande précise notamment :

- Le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- Le nom et la référence de l'accord-cadre ;
- Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- La désignation et la quantité estimative des prestations commandées ;
- Le délai d'exécution de la prestation ;
- La date de début d'exécution du bon de commande ;
- La date de fin d'exécution du bon de commande ;
- Le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- Le montant total (HT et TTC) du bon de commande ;
- Les lieux d'exécution des prestations.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 3 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

12.3 Révision des prix

Prix des courses :

Le prix des courses est révisable par rapport au tarif préfectoral en vigueur pour lequel le titulaire s'engage à informer l'administration des dates de modification et ce dans les huit jours suivants son application. Le prix de règlement de la course est celui en vigueur le jour de la réalisation des prestations.

Prix des autres prestations :

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les frais de gestion et les frais divers sont fermes et définitifs pour toute la durée du marché quand ces frais sont exprimés en pourcentage.

Lorsque ces frais sont exprimés en montant, ceux-ci sont révisables par application aux prix du marché de la formule suivante : $P = P_o \times (0,20 + 0,80 \times I / I_o)$

Dans laquelle :

- P = Prix révisé
- P_o = Prix initial du marché
- I = Valeur de l'indice à la date de révision
- I_o = Valeur de l'indice à la date initiale du marché
- 0,20 = Part fixe (20%)
- 0,80 = Part variable (80%)

Indice retenu : Indice des prix à la consommation France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 07.3.2 - Transport routier de passagers Identifiant 001764119

L'indice est consultable sur le site de l'INSEE à l'adresse suivante :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001764119>

Les calculs intermédiaires et le coefficient multiplicateur résultant de cette formule sont arrondis au millième inférieur.

Suppression d'un indice :

- en cas de suppression d'un indice et de son remplacement par un autre avec coefficient de raccordement associé, l'administration notifie ce remplacement au titulaire par courrier électronique. Ce dernier doit en accuser réception. Il appartient alors à l'administration de produire un certificat administratif à l'adresse du CBCM attestant que le nouvel indice a été notifié au titulaire et que celui-ci l'a accepté explicitement.

- en cas de suppression d'un indice sans remplacement, l'administration et le titulaire doivent se mettre d'accord sur un nouvel indice par voie d'avenant.

12.4 Répartition des paiements

12.4.1 Avances

L'administration opte pour l'option A de l'article 11.1 du CCAG de référence.

Les bons de commandes font l'objet d'une avance à hauteur de 30 % du montant TTC de

chaque bon de commande pour les petites ou moyennes entreprises et de 10% pour les autres entreprises.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11, R.2191-12 et R. 2191-19 du Code de la commande publique.

12.4.2 Acomptes

La périodicité des acomptes est fixée à trois mois.

Cette périodicité peut être ramenée à un mois à la demande du titulaire.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre de l'article R.2191-20 et suivants du Code de la commande publique sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Les prestations à bons de commande seront payées après service fait, à la réception du procès-verbal d'admission, sauf mention contraire, et à la réception d'une facture conforme aux dispositions du présent CCAP.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

Les prestations ayant donné lieu à un commencement d'exécution peuvent donner lieu au versement d'un ou de plusieurs acomptes. Le montant de chaque acompte doit correspondre à des prestations effectivement réalisées et réceptionnées. Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

12.4.3 Retenue de garantie, cautionnement, cession et nantissement de créances

- Retenue de garantie et cautionnement

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

- Cession et nantissement de créances

Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du Code de la commande publique. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

Les comptables assignataires compétents sont :

- les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) rattachés aux ministères pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux
- les comptables assignataires visés par les arrêtés suivants pour les dépenses relevant des ordonnateurs secondaires :

- arrêté du 28 janvier 2019 modifiant l'arrêté du 21 décembre 2018 fixant l'attribution des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'Etat

Ces arrêtés peuvent faire l'objet d'une mise à jour annuelle et sont publiés au Journal officiel de la République française JORF.

12.5 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du Code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les

modalités de l'article R.2192-12 et suivants du Code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

12.6 Modalités de facturation

Le paiement des acomptes et du solde est effectué sur présentation d'une facture après émission d'une attestation de service fait par l'Acheteur et, sauf mention contraire, d'un procès-verbal d'admission. La facture fait apparaître le nombre et le prix total des prestations à prix unitaires terminées à date ainsi que le nombre, le type et les montants des prestations unitaires.

Le cas échéant, le fournisseur devra procéder au remboursement des sommes trop versées qui pourraient être identifiées postérieurement au paiement par compensation sur les facturations postérieures (en mentionnant dans le détail de facturation le trop versé restitué) ou par paiement d'un titre de perception à hauteur des montants trop perçus au cours de l'année.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts et au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Les factures sont mensuelles et comportent notamment **les mentions suivantes** :

- la date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique du marché + celui du bon de commande annuel) ;
- la date d'exécution des services ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- le prix forfaitaire hors taxe de la prestation réalisée ;
- le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ;

Sont applicables **les taux de TVA** en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

12.7 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions du code la commande publique notamment en application des articles L2192-1 à L2192-7 dudit code.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

- a) Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :
 - par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation
 - en utilisant des web services (en mode API - Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service).

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://choruspro.gouv.fr> aux fins :

- soit de déposer ses factures sur le portail ;
- soit de saisir directement ses factures.

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003> et <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser au support Chorus Pro sur :

https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm?id=aife_contact

Pour tout renseignement concernant le paiement, prendre contact avec le service facturier des ministères sociaux (14, avenue Duquesne- 75350 PARIS 07 SP) :

- estelle.thiebaut@cbcm.social.gouv.fr
- vy-dan.delpech@cbcm.social.gouv.fr
- stephanie.smaghe@cbcm.social.gouv.fr

13 DISPOSITIONS DIVERSES

13.1 Forme des notifications et des informations

En vertu de l'article 3.1 du CCAG-FCS, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

13.2 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

13.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance n'est pas permise en matière de fournitures.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande et ce dans un délai de 15 jours à compter de la demande faite par l'acheteur par mise en demeure.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

13.4 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

13.5 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>

Si le titulaire recourt à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

13.6 Résiliation

L'accord-cadre est résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence.

Après signature de l'accord-cadre, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, l'accord-cadre sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général et par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation fondée sur les dépenses qu'il a engagées pour l'exécution de l'accord-cadre et qui n'auraient pas été prises en compte dans le montant des prestations payées.

13.7 Exécution aux frais et risques du titulaire

En cas de manquement au principe de continuité de service, l'administration se réserve le droit de faire exécuter ces prestations par un tiers aux frais et risques du titulaire.

En effet, en cas de défaillance du titulaire ne relevant pas d'un cas de force majeure, après mise en demeure par lettre recommandée avec A.R. restée sans effet dans un délai de 48 heures, le pouvoir adjudicateur peut faire assurer le service aux frais du titulaire, par toute personne et tous moyens appropriés.

Dans cette hypothèse, il est fait application des dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS.

En cas de manquements répétés, l'administration se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

13.8 Litiges et contentieux

Les parties tenteront d'abord de régler les éventuels différends et litiges nés de l'exécution du marché par une procédure amiable.

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 46 du CCAG FCS.

La loi française est seule applicable.

En cas de désignation d'un expert, les frais d'expertise sont à la charge de la partie à laquelle les résultats de l'expertise sont en défaveur.

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché sera soumis au Tribunal administratif de Paris.

14 MODIFICATIONS DU MARCHE

14.1 Clause de réexamen et modification ne rendant pas nécessairement la conclusion d'un avenant

Les changements de réglementation qui s'imposent au pouvoir adjudicateur et au titulaire sont applicables de plein droit sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant. Sont notamment concernés :

- Les changements d'indice de révision des prix,
- L'évolution de la fiscalité,
- L'évolution des normes applicables aux prestations faisant l'objet du marché.

Les modifications n'emportant pas changement de la situation juridique de l'entreprise sont prises en compte par le pouvoir adjudicateur sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, dès réception de l'information du changement par le pouvoir adjudicateur. Il s'agit des modifications suivantes :

- Modification du siège social,
- Modification du compte bancaire,
- Désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive à changement de contrôle de la société,
- Changement de raison sociale ou changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.

Dans les cas susmentionnés au présent article, la modification est actée par une décision du pouvoir adjudicateur notamment par un certificat administratif.

14.2 Modification du marché rendant nécessaire la conclusion d'un avenant

Les cas exposés ci-dessous rendent obligatoire la conclusion d'un avenant.

- ➔ Modifications affectant le titulaire ou son activité : Le titulaire doit obligatoirement notifier au pouvoir adjudicateur toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent marché une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de la société. Ces modifications donnent lieu à l'établissement d'un avenant. La cession du présent marché sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur est interdite.
- ➔ Transfert : Si le marché doit être transféré à un nouveau titulaire en raison de l'évolution de son activité économique (cession d'activité à un nouvel opérateur économique ou en cas de défaillance du titulaire rendant nécessaire la reprise du contrat par un autre opérateur économique), un avenant doit être conclu.
- ➔ Lorsque le titulaire est susceptible de modifier son offre technique en cours d'exécution par suite d'un changement de matériels ou équipes affectés à la réalisation des prestations, pour autant que ce changement soit équivalent ou supérieur à l'offre initialement présentée.
- ➔ Lorsque les périmètres et l'organisation des ministères sociaux évoluent dans le temps avec une diminution ou augmentation dépassant 10 % de l'effectif initial.

15 CAUSE ETRANGERE

Au sens du présent marché, une cause étrangère désigne un événement indépendant de la volonté des parties et imprévisible lors de la conclusion du marché ou dont les effets ne pouvaient être raisonnablement prévus lors de la signature de celui-ci.

Constituent notamment des causes étrangères :

- la découverte de sujétions techniques imprévues ;
- des injonctions judiciaires ou administratives d'interrompre ou de suspendre l'exécution du marché.

En cas de survenance d'une cause étrangère, les parties se réunissent pour étudier de bonne foi l'impact de la cause étrangère sur l'exécution des présentes.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

16 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet
Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.*

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français".

17 FORCE MAJEURE

Au sens du présent marché, est considéré comme événement de force majeure ou assimilable, toute circonstance ou fait réunissant les trois conditions suivantes : extérieur aux parties et indépendant de leur volonté, imprévisible ou inévitable et irrésistible c'est à dire qui ne peut être empêché par les parties malgré tous les efforts et diligences raisonnablement possibles.

Le service est assuré en permanence par le titulaire sauf cas de force majeure dans les conditions définies par la jurisprudence ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- conditions ne permettant pas de respecter les conditions d'hygiène, de sécurité et d'environnement par des mesures normales,
- tout fait ou tout événement qui mettrait le titulaire dans l'impossibilité matérielle d'exécuter tout ou partie de ses engagements ou qui ne lui permettrait pas d'empêcher la survenance d'un dommage et notamment guerre, émeute, terrorisme, mouvements populaires, difficultés d'approvisionnement en matériels et fournitures dues à des ruptures de stock générales, etc.

Aucune partie n'encourt de responsabilité pour n'avoir pas accompli ou pour avoir accompli avec retard une obligation au titre du présent marché, dans la mesure où un tel manquement ou retard résulte d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

À défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du même CCAG.

18 DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait référence	Objet de la dérogation
10.1	4	Liste des documents contractuels
11.1.2	3.4.1	Représentation du titulaire
11.2.2	3.4.3	Remplacement des intervenants

11.9	14.1	Pénalités
12.3	10.2.4	Révision des prix
13.6	42	Résiliation